

## Hinkley Point: la semaine de tous les dangers

**Ce sera finalement au président de la République de trancher. Selon *Les Echos*, François Hollande devrait présider, en milieu de semaine, une réunion à haut niveau pour décider du sort du projet de Hinkley Point B.**



EDF prévoit de construire sur ce site du Somerset (Grande-Bretagne) deux réacteurs EPR, dont le montant devrait atteindre 18 milliards de livres (23 milliards d'euros). Contesté devant les tribunaux européens, ce projet n'est pas totalement financé, malgré un accord léonin conclu avec le gouvernement britannique. De quoi sérieusement inquiéter dans les rangs de l'énergéticien et au-delà.

### MUR D'INVESTISSEMENTS

Confronté à une stabilité de la demande et à une chute des prix, EDF voit sa situation économique se dégrader d'année en année. Parallèlement, le groupe semi-public doit engager de très importants investissements au cours des prochaines années: la Cour des comptes estime à 100 Md€ le coût de la modernisation du parc nucléaire français. L'énergéticien doit aussi achever l'interminable réalisation de Flamanville 3 (un EPR dont la qualité de l'acier de la cuve et de son couvercle est sujette à caution). Ces 6 prochaines années, ERDF, filiale 'distribution', doit installer 35 millions de compteurs communicants, pour un coût supérieur à 5 Md€. Le gouvernement a enfin imposé à l'entreprise de racheter la division réacteurs d'Areva, pour contribuer au sauvetage de l'ex-numéro un mondial du nucléaire.

### DERNIER ARBITRAGE

Ce mur d'investissements avait conduit à la démission Thomas Piquemal, quelques jours après la publication des résultats 2015 de l'entreprise. L'ancien directeur financier estime que le projet britannique met en danger l'équilibre économique du groupe. Ce qui a conduit les instances dirigeantes de l'entreprise à retarder à plusieurs reprises la décision de lancer le chantier. Selon *Les Echos*, le président de la République devrait donc donner le dernier arbitrage, aux alentours du 20 avril. Une décision qui mécontentera certains membres de son gouvernement.

L'équipe de Manuel Valls est partagée entre les pro (lui-même et le ministre de l'économie, Emmanuel Macron, par exemple) et les anti, dont la figure de proue est la ministre en charge de l'énergie, Ségolène Royal. Dimanche, à l'occasion d'un entretien accordé à la *BBC*, Emmanuel Macron a rappelé que le projet était «*très important pour la France, très important pour le secteur nucléaire et très important pour EDF*». La nouvelle coqueluche de *Paris Match* a toutefois convenu qu'il restait encore «*beaucoup de travail à accomplir*» avant de conclure un accord avec le gouvernement britannique. Probablement dans les jours qui viennent.

Le gouvernement devra aussi trouver les moyens de renflouer l'opérateur historique. Plusieurs pistes sont évoquées: continuer, plusieurs années durant, de verser des dividendes sous forme d'actions, céder une part du capital de RTE, le gestionnaire du réseau de lignes à haute tension, recapitaliser le groupe. Des mesures qui pourraient aussi figurer à l'ordre du jour de la réunion présidentielle. Des mesures qui seraient ensuite entérinées par le conseil d'administration d'EDF, qui doit se tenir en fin de semaine.

**Valéry Laramée de Tannenberg – le 18 Avril 2016**